

Convention collective nationale

**IDCC : 11. – PORTS AUTONOMES MARITIMES
ET CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE CONCESSIONNAIRES
DANS LES PORTS MARITIMES DE COMMERCE ET DE PÊCHE
(17 juillet 1947)**

**ACCORD DU 19 JUILLET 2007
RELATIF AUX MODALITÉS DE NÉGOCIATION D'UN AVENANT
PORTANT RÉVISION DE LA CONVENTION COLLECTIVE**

NOR : *ASET0751051M*
IDCC : 11

Entre :

L'union des ports autonomes et des chambres de commerce et d'industrie maritimes,

D'une part, et

La fédération nationale des ports et docks CGT ;

La fédération générale des transports et de l'équipement CFDT ;

La fédération nationale des syndicats indépendants des ingénieurs et cadres des ports autonomes et des chambres de commerce et d'industrie maritimes ;

La fédération nationale de l'encadrement des ports et des CCI maritimes CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent accord est conclu dans le cadre de la préparation des négociations d'un avenant de révision de la convention collective susvisée dite « verte » et de ses annexes, conformément aux dispositions de son article 37 et de l'article 3 de l'accord de salaire du 5 avril 2007.

Cet accord définit les règles de fonctionnement applicables à cette négociation.

Les parties reconnaissent en effet qu'avant d'engager une négociation sur le fond, il est nécessaire de préciser les conditions de forme minimales destinées à garantir une négociation équilibrée et la prise en compte de l'intérêt collectif des salariés.

Article 1^{er}

Composition des délégations syndicales et de la délégation patronale

La délégation de chaque organisation syndicale représentative au plan national et/ou dans le champ d'application de la convention collective « verte » est composée au maximum de 3 représentants pour les réunions de la commission paritaire sociale.

La représentation de l'UPACCIM ne pourra être supérieure en nombre à l'ensemble des représentants des salariés.

Article 2

Déroulement des négociations. – Comptes rendus et relevés de conclusions

Les négociations en commission paritaire avec l'ensemble des organisations syndicales représentatives au plan national et/ou dans le champ d'application de la convention collective « verte » sont préparées par des groupes de travail.

A l'issue de chaque réunion des groupes de travail est établi un compte rendu faisant état des positions exprimées et en particulier des propositions de chaque partie en leur dernier état. Ces comptes rendus sont transmis à l'ensemble des organisations syndicales, dans la mesure du possible 8 jours avant chaque nouvelle réunion, puis validés par chaque organisation syndicale en ce qui la concerne lors de la réunion du groupe de travail suivant. Un relevé des conclusions consigne les points d'accords entre les parties à la négociation à l'issue des réunions en commission paritaire.

Article 3

Information à remettre aux délégations

Une proposition de révision de la convention collective « verte » sera adressée à l'ensemble des organisations syndicales représentatives au plan national et/ou dans le champ d'application de la convention collective « verte » dans le courant du mois de novembre 2007.

Article 4

Temps de négociation pour les groupes de travail et les commissions paritaires

Le temps passé à la négociation pour les délégués syndicaux et les membres de chaque délégation est rémunéré comme temps de travail et payé à échéance normale.

Article 5

Temps de transport et frais de déplacement pour les groupes de travail et les commissions paritaires

Le temps passé dans les transports et compris dans les horaires habituels des négociateurs salariés est rémunéré comme temps de travail. Les frais de déplacement sont pris en charge par chaque établissement.

Article 6

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée par l'issue de la négociation de l'avenant de révision de la convention collective « verte ».

Fait à Paris, le 19 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)